

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

L'activité économique et l'emploi face aux incertitudes

Insee Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes • n° 44 • Septembre 2024



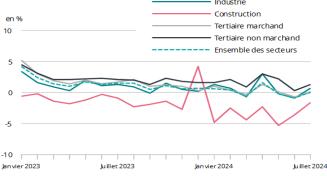
Au deuxième trimestre 2024, la région Auvergne-Rhône-Alpes évolue dans un contexte incertain et peu dynamique, et cette fragilité commence à se répercuter sur l'emploi. L'activité des entreprises reste peu soutenue : mesurée par le volume d'heures de travail rémunérées, elle ne croît quasiment plus (+0,1 % par rapport à la même période de 2023). L'emploi salarié est de même à l'arrêt. On note un léger recul de l'emploi privé (-0,2 %), pour la première fois depuis 2021 ; une hausse modérée de l'emploi public permet de limiter la baisse totale. Les pertes d'emploi dans la construction et l'intérim, durablement touchés, ne sont plus compensées par les créations dans les autres secteurs d'activité. L'emploi industriel ainsi que celui des secteurs du tertiaire sont en effet quasi stables. L'atonie de l'emploi régional ne se traduit pas encore par une hausse du chômage, dont le taux s'abaisse à 6,3 % de la population active.

Les créations d'entreprises ne progressent plus que grâce aux micro-entrepreneurs ; elles marquent le pas pour les entreprises classiques, tout en restant à un niveau élevé. Le nombre de défaillances d'entreprises augmente continûment, et ce trimestre, de façon plus prononcée qu'au niveau national. Enfin, la fréquentation hôtelière recule, conséquence d'un mois d'avril décevant.

Une activité équivalente à celle du trimestre précédent, un niveau variable selon les mois

Au deuxième trimestre 2024, en Auvergne-Rhône-Alpes, l'activité économique, estimée par le nombre d'heures rémunérées par les entreprises, progresse à un rythme lent (+0,1 % par rapport au même trimestre de 2023), dans la continuité du trimestre précédent (+0,1 % également). Au niveau national, l'évolution est un peu supérieure avec une hausse d'activité de 0,4 % après 0,3 % au premier trimestre ▶ figure 1.

▶ 1. Écart des heures rémunérées par secteur par rapport au même mois de l'année précédente



Note : Ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires, ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré. **Champ** : Secteur privé hors secteur agricole en Auvergne-Rhône-Alpes. **Source** : DSN - traitement provisoire, Insee.

Depuis six mois, les variations mensuelles ont des profils très différents : après une embellie en avril (+1,6 % par rapport à avril 2023), mai et juin ont été négatifs pour la région (respectivement -0,2 % et -0,9 %). Cette tendance se retrouve au

niveau national avec une croissance également appuyée en avril (+1,9 %), une quasi-stagnation en mai (+0,1 %), et un net repli en juin (-0,7 %). Ces oscillations selon les mois, qui peuvent être en partie liées à des effets calendaires (cinq week-ends en juin 2024 contre quatre en juin 2023), conduisent à un bilan trimestriel mitigé et des perspectives incertaines.

Dans la construction, la baisse de l'activité est aussi forte qu'au trimestre précédent (-3,8 % ce trimestre contre -3,9 % auparavant). Elle se poursuit ainsi depuis plus d'un an, atteignant un creux à -5,3 % en mai, pour tendre ensuite vers des valeurs de moins en moins négatives. L'activité augmente à nouveau ce trimestre dans l'industrie (+0,6 %), grâce à un mois d'avril très positif (+3,0 %), suivi de deux mois en recul, en attendant une possible remontée en juillet. Dans le tertiaire marchand, la croissance est très faible (+0,2 %) et le mois de juillet peu prometteur. Ce phénomène se retrouve au niveau national pour ces deux secteurs. Seul le tertiaire non marchand connaît une croissance constamment positive, depuis de nombreux trimestres.

L'emploi salarié stagne au deuxième trimestre 2024

En Auvergne-Rhône-Alpes, comme au niveau national, l'emploi salarié ne progresse pas au deuxième trimestre 2024, au contraire il se replie légèrement (-0,1 % dans la région, soit 2 700 emplois de moins) ▶ figure 2. L'emploi privé est plus nettement orienté à la baisse, avec une contraction de l'ordre de 4 100 emplois (-0,2 %), tandis que l'emploi public augmente (+0,2 %), et vient contenir la diminution d'ensemble.

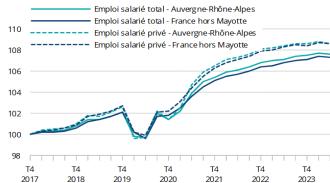
Sur un an, l'emploi salarié reste en croissance, mais celle-ci se limite désormais à 14 400 emplois, soit +0,4 %.

Dans la plupart des départements, l'emploi salarié varie peu (entre -0,1 % et +0,1 %) ou régresse. Seul le Rhône conserve une évolution positive (+0,2 %). Dans la Drôme et la Savoie, l'emploi est

en baisse d'environ 0,5 % sur le trimestre ; les effectifs dans la Loire et l'Allier se contractent également (-0,4 %). Sur un an, avec 12 100 emplois supplémentaires, le Rhône reste un moteur de croissance en contribuant à 85 % de la variation de l'emploi salarié. À l'opposé, le nombre de salariés de la Loire recule de 1 500 emplois.

▶ 2. Évolution de l'emploi salarié

Indice base 100 au 4º trimestre 2017



Note : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ: Emploi salarié total.

Sources: Insee, estimations d'emploi; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Avertissement sur l'emploi

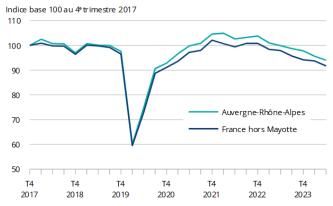
Les Estimations trimestrielles d'emploi ont été calées sur les Estimations annuelles d'emploi définitives de 2022, qui ont été publiées en juillet 2024. Cela conduit à légèrement abaisser le niveau de l'emploi salarié privé à partir de 2022, et à légèrement rehausser celui du public, par rapport aux estimations précédentes. En conséquence, les Estimations trimestrielles d'emploi sont davantage révisées sur le passé qu'habituellement.

L'intérim continue de baisser

Au deuxième trimestre 2024, l'emploi intérimaire recule de 1,6 % par rapport au trimestre précédent et s'établit à 104 200 emplois. C'est toutefois moins qu'au niveau national où il diminue de 2,2 %. Cette tendance est continue depuis six trimestres. Le volume de l'emploi intérimaire en Auvergne-Rhône-Alpes est désormais en dessous de son niveau de fin 2019, avant la crise sanitaire. Sur un an, l'emploi dans l'intérim recule fortement (-5,9 %). Depuis fin 2022 et le début de cette tendance baissière, il s'est même replié de 9,4 %, soit 10 800 emplois de moins. Ce mouvement est parallèle à celui observé au niveau national ▶ figure 3.

Seul l'effectif intérimaire de la Haute-Loire progresse (+1,8 %) alors que celui de la Loire recule le plus (-5,2 %). Le Rhône, avec plus d'un tiers des emplois intérimaires de la région, diminue plus légèrement au cours du trimestre (-0,6 %), de même que le Puyde-Dôme (-0,5 %).

> 3. Évolution de l'emploi intérimaire



Note: Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents; données CVS, en fin de trimestre.

Sources: Insee, estimations d'emploi; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

L'industrie ne progresse plus, la construction diminue encore

Avec 510 900 emplois au deuxième trimestre 2024, l'industrie reste quasi stable en Auvergne-Rhône-Alpes par rapport au trimestre précédent (à peine 300 emplois supplémentaires ▶ figure 4). L'évolution est à peine plus élevée au niveau national, pour une valeur arrondie identique (+0,1 %).

Dans la région, l'emploi industriel augmente dans le secteur de l'énergie, de l'eau, des déchets et du raffinage (+0,6 %), et plus modérément dans le secteur de la fabrication d'équipements électriques et électroniques (+0,2 %). La fabrication de matériels de transport et celle d'autres produits industriels restent stables. Seule l'industrie agro-alimentaire est en légère baisse (-0,1 %). L'emploi industriel stagne ou recule très légèrement dans la plupart des départements ce trimestre. Le Rhône apporte une certaine stabilité avec la création de 600 emplois supplémentaires, soit une hausse de 0,6 % pour ce département qui concentre 22 % de l'emploi industriel. Sur l'année, le Rhône contribue à hauteur de 46 % à la faible croissance annuelle de l'emploi industriel régional (0,8 % sur un an), soit 1 700 emplois nouveaux sur les 3 800. Le Puy-de Dôme, 8 % de l'emploi industriel, contribue à hauteur de près de 17 % à cette croissance. C'est dans ces deux départements que la croissance relative de l'emploi industriel sur un an est la plus forte (supérieure à +1,5 %).

Avec 195 800 emplois au deuxième trimestre 2024, le secteur de la construction baisse à nouveau de plus de 0,5 % ce trimestre, soit 1 100 emplois en moins dans la région. Au niveau national, la baisse est légèrement supérieure (-0,6 %).

Le tertiaire marchand à l'arrêt, le non marchand avance

Avec 1 440 500 emplois, le secteur tertiaire marchand hors intérim reste quasi stable avec un repli d'à peine 0,1 % (soit 800 emplois en moins) par rapport au trimestre précédent. Au niveau national, ce secteur reste également stable > figure 5.

Dans la région, l'emploi augmente dans le secteur des transports et de l'entreposage, et dans celui des services aux ménages (+0,3 % pour chacun d'entre eux). Le commerce reste stable. Les autres secteurs sont en repli, notamment le secteur des services immobiliers (-1,5 %) et l'hébergement-restauration (-0,6 %).

Les services immobiliers cumulent une baisse de 5,3 % de l'emploi sur un an. L'hébergement-restauration (-0,2 %) et l'information-communication (-0,7 %) diminuent plus modérément contrairement aux autres secteurs du tertiaire dont aucun ne décroît. L'emploi tertiaire marchand se replie dans huit des douze départements de la région, notamment en Savoie (-0,8 % soit près de 800 emplois en moins) et en Haute-Loire (-0,7 % soit 150 emplois en moins).

▶ 4. Emploi salarié par secteur

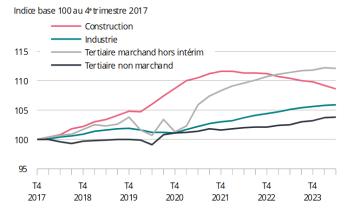
Secteur d'activité	Effectif au 2º trimestre 2024			r rapport stre 2024 France hors Mayotte (en %)	Évolution par rapport au 2º trimestre 2023 (en %)
Agriculture	24 500	-800	-3,1	-2,2	-3,4
Industrie	510 900	+300	+0,1	+0,1	+0,8
Construction	195 800	-1 100	-0,5	-0,6	-1,7
Tertiaire marchand hors intérim	1 440 500	-800	-0,1	-0,0	+0,6
Intérim	104 200	-1 700	-1,6	-2,2	-5,9
Tertiaire non marchand	988 300	+1 400	+0,1	+0,2	+1,3
Ensemble	3 264 100	-2 700	-0,1	0,0	+0,4

Note : Données corrigées des variations saisonnières et arrondies pour les effectifs. **Champ** : Emploi salarié total.

 $\textbf{Sources}: In see, estimations \ d'emploi \ ; estimations \ trimestrielles \ Urssaf, \ Dares, \ In see.$

Avec 988 300 emplois au deuxième trimestre 2024, le secteur tertiaire non marchand augmente faiblement de 0,1 % sur un an (soit 1 400 emplois supplémentaires) en Auvergne-Rhône-Alpes. Au niveau national, ce secteur progresse un peu plus (+0,2 %).

▶ 5. Évolution de l'emploi salarié par secteur



Note : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ: Emploi salarié total hors intérim.

Sources: Insee, estimations d'emploi; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

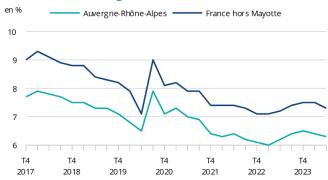
Le chômage en baisse pour le second trimestre consécutif

Au deuxième trimestre 2024, en Auvergne-Rhône-Alpes, le taux de chômage localisé s'élève à 6,3 % de la population active, à nouveau en recul de 0,1 point par rapport au trimestre précédent > figure 6. Ce taux est structurellement inférieur d'un point à celui enregistré en France où il s'élève à 7,3 %, après une baisse trimestrielle de 0,2 point. Il demeure quasi identique à son niveau d'il y a un an (+0,1 point).

Dans la plupart des départements de la région, le taux de chômage varie peu ou reste stable. Il recule le plus en Ardèche et en Savoie (-0,2 point). Il reste identique dans l'Allier, le Cantal, la Loire et la Haute-Loire. Dans les derniers départements de la région (Ain, Drôme, Isère, Puy-de-Dôme, Rhône et Haute-Savoie), la baisse est très légère (-0,1 point).

La situation relative des départements reste inchangée, avec un taux allant de 4,2 % dans le Cantal à près de 8 % dans l'Allier, l'Ardèche et la Drôme.

▶ 6. Taux de chômage



Note : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS.

Source : Insee, Enquête Emploi et Taux de chômage localisé.

Les créations d'entreprises continuent de progresser, portées par le statut de micro-entrepreneur

En Auvergne-Rhône-Alpes, 33 400 entreprises ont été créées au premier trimestre 2024, soit 1,4 % de plus qu'au trimestre précédent, alors qu'au niveau national, le repli est de 1,1 % Figure 7.

Cette hausse masque des disparités selon les secteurs. Alors que le nombre de nouvelles entreprises augmente dans la

construction et le commerce (respectivement +2.7% et +2.3%) et plus modérément dans les services (+1.0%), il recule de 0.5% dans l'industrie.

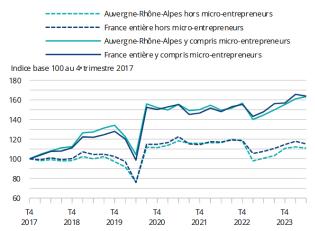
Les services, avec 19 600 créations, concentrent près des deux tiers des nouvelles entreprises contre moins de 7 % pour l'industrie.

Les créations sous le statut de micro-entrepreneur (+2,7 %) portent la hausse globale, alors que les créations d'autres types d'entreprises diminuent de 1,1 %. Il en est ainsi dans tous les grands secteurs.

Les créations d'entreprises ont augmenté de 13 % dans la région par rapport à la même période de l'année précédente. Le régime de micro-entrepreneur soutient toujours la création d'entreprises (plus de +14 %), davantage que celui des entreprises classiques, dont la progression reste tout de même importante (+10 %). Au total, 129 000 entreprises ont été créées de juillet 2023 à juin 2024, volume le plus haut jamais observé. Les micro-entrepreneurs cumulent plus de 84 000 unités de ce total. La part des créations sous ce régime n'a jamais été aussi élevée et atteint désormais 66 % du total.

Sur un an, le secteur des services concentre toujours près de six créations d'entreprises sur dix (76 500 nouvelles entreprises) même s'il est celui qui progresse le moins (+8,3 %).

> 7. Évolution des créations d'entreprises



Note : Données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS). **Champ :** Ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source: Insee, SIDE.

En Auvergne-Rhône-Alpes, entre juillet 2023 et juin 2024, 7 400 entreprises ont fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire, soit une hausse de plus de 29 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette tendance est légèrement plus prononcée qu'au niveau national, où la progression s'approche de 26 %.

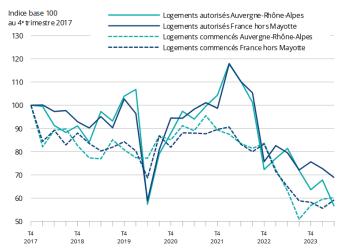
Le nombre de défaillances croît de façon continue depuis fin 2021, et excède de plus de 20 % le niveau connu avant la crise sanitaire.

Stabilité des mises en chantier à un niveau bas, le nombre d'autorisations décroche à nouveau

En Auvergne-Rhône-Alpes, le nombre de logements commencés, en données corrigées des variations saisonnières, ne progresse pratiquement plus (+100 logements au deuxième trimestre 2024), alors qu'il était en légère augmentation depuis deux trimestres, après une baisse quasi constante observée depuis fin 2021. Il reste en dessous des 10 000 logements par trimestre, seuil historiquement bas atteint au deuxième trimestre 2023. Au niveau national, une faible remontée ne compense pas les reculs des deux derniers trimestres > figure 8.

Le nombre d'autorisations délivrées est un indicateur avancé du nombre de mises en chantier. Au deuxième trimestre 2024, il est en forte baisse dans la région (-1 900 en données corrigées des variations saisonnières), passant à son tour et pour la première fois, sous la barre historique des 10 000 logements (9 700 logements). Au niveau national, le nombre de logements autorisés se réduit à un rythme comparable à celui du trimestre précédent, moins élevé cependant que dans la région.

▶ 8. Évolution du nombre de logements autorisés et commencés à la construction



Note : Données en cumul trimestriel, CVS-CJO, en date réelle estimée.

Source : SDES, Sitadel

Les nuitées hôtelières en diminution suite à un mois d'avril décevant

Au deuxième trimestre 2024, les touristes ont passé 5,6 millions de nuitées dans les hôtels de la région, soit une diminution de 2,4 % par rapport au même trimestre de l'année précédente **b** figure 9.

Cette baisse est imputable à la seule clientèle résidente, en recul de 4,5 %. Ce repli est comparable à celui du trimestre précédent, alors que les nuitées des non-résidents continuent de progresser, mais à un rythme moins soutenu (+4,2 %, contre près de 12 % au premier trimestre).

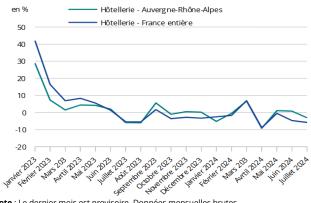
► Contexte national -

L'activité continue de progresser, l'inflation poursuit sa décrue

L'activité économique française a progressé de +0,2 % au deuxième trimestre 2024. La demande intérieure est à l'arrêt pour le troisième trimestre consécutif : la consommation des ménages est restée atone, tandis que l'investissement a reculé, pour les entreprises comme pour les ménages. Les dépenses publiques constituent la seule source de dynamisme de la demande intérieure. Le commerce extérieur a, quant à lui, continué de soutenir l'activité. Au total, l'acquis de croissance pour 2024 à mi-année est de +0,9 %, pour l'essentiel porté par le commerce extérieur. L'élan serait faible au second semestre et la croissance atteindrait finalement +1,1 % en 2024. L'emploi a marqué le pas au deuxième trimestre (après +0,3 % en début d'année). Enfin, comme ailleurs en Europe, la désinflation se poursuit (l'inflation s'est établie à +1,8 % en août 2024 après +2,3 % en juillet).

En France métropolitaine, cette diminution est plus marquée qu'en Auvergne-Rhône-Alpes (-4,5 %); elle concerne à la fois les nuitées des résidents (-5,6 %) et celles des non-résidents (-2,7 %). L'évolution trimestrielle tient au fort recul des nuitées en avril 2024 par rapport à avril 2023, alors que mai et juin sont en très légère augmentation.

▶ 9. Évolution du nombre de nuitées totales dans les hôtels par rapport au même mois de l'année précédente



Note: Le dernier mois est provisoire. Données mensuelles brutes. **Sources**: Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT); enquête de fréquentation dans les hébergements touristiques.

Le nombre d'heures rémunérées dans l'hébergement est stable par rapport à la même période de l'année précédente. L'Allier (-7,9 %) et le Puy-de-Dôme (-4,2 %) sont cependant en forte baisse alors qu'en Haute-Loire, dans la Loire et dans la Drôme, elles augmentent respectivement de +12,2 %, +7,2 % et +5,4 %.

La situation est similaire dans la restauration, sur ce trimestre par rapport au deuxième trimestre 2023. La Haute-Loire et le Cantal sont de nouveau les plus dynamiques (+8,6 % et +7,1 %), à l'instar du premier trimestre 2024. L'activité diminue légèrement dans l'Allier (-2,8 %), en Ardèche (-1,7 %) et dans le Rhône (-1,5 %).

Pierre-Pascal Housez, Philippe Lagarde, Thierry Marault, Sandrine Marxer, Grégory Rabatel (Insee)

► Contexte international -

La croissance américaine demeure solide, l'Allemagne reste engluée

Aux États-Unis, l'activité n'a pas faibli : le PIB a progressé de +0,7 % au printemps et l'acquis de croissance pour 2024 s'établit à +2,3 %. Dans la zone euro, la reprise à l'œuvre depuis début 2024 est portée par le commerce extérieur et masque toujours d'importantes disparités. L'activité en Espagne caracole (+0,8 % au printemps, soit un acquis de croissance pour 2024 de +2,4 %), tandis que l'économie allemande est à l'arrêt (-0,1 %, soit un acquis de croissance nul pour 2024). En Italie, la croissance demeure modérée (+0,2 %, soit un acquis de croissance pour 2024 de +0,6 %). L'inflation a nettement reflué à 2,2 % en août (après 2,6 % en juillet), ce qui alimente des gains de pouvoir d'achat dans tous les pays de la zone : les ménages restent toutefois attentistes et ces gains sont pour le moment largement épargnés.

► Pour en savoir plus

- « L'activité économique régionale en berne mais l'emploi résiste », Insee Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes n° 43, Juillet 2024.
- Bilan économique 2023 : « L'activité économique revient à la normale, les effets de la crise sanitaire semblent derrière nous », Insee Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes n° 42, juin 2024.
- « Du PIB, des Jeux, des inconnues », Note de conjoncture nationale, Insee, Juillet 2024.
- Point de conjoncture du 9 septembre 2024.
- « Au deuxième trimestre 2024, l'emploi salarié est quasi stable ou en légère baisse dans toutes les régions », Insee Informations rapides n° 212, Septembre 2024.
- Tableau de bord de la conjoncture : https://www.insee.fr/fr/statistiques/2121840.

Insee Auvergne-Rhône-Alpes 118 rue Servient 69003 Lyon **Directeur de la publication :** Jérôme Harnois

Rédaction en chef : Thierry Geay Annelise Robert Bureau de presse : 04 87 65 95 34 06 12 17 21 23 @InseeAra www.insee.fr

ISSN 2493-0822 (en ligne) © Insee 2024 Reproduction partielle autorisée sous réserve de la mention de la source et de l'auteur



